

Altermondialisme et grandes institutions internationales

PAR CLAUDE VAILLANCOURT

Après presque dix ans d'existence, le mouvement altermondialiste se remet en cause. L'euphorie des premières années semble tombée. Selon plusieurs de ses participants, les forums sociaux, lieux de rencontre catalyseurs de ce mouvement, se renouvellent avec certaines difficultés, reprennent les mêmes débats et mettent en avant le même défilé d'invités-vedettes. Hors de l'Amérique du Sud, les tentatives d'insertion du mouvement dans la politique active — telles Québec solidaire ou la candidature de José Bové aux présidentielles en France — donnent l'impression d'être vouées à l'échec. Les altermondialistes eux-mêmes font part de leurs doutes. Bernard Cassen, l'un des fondateurs du Forum social mondial, utilise désormais le terme « post-altermondialisme »¹. Certains

1. Un colloque intitulé « Altermondialisme et post-altermondialisme » était organisé par l'association Mémoire des luttes et le journal *Utopie critique*, reliés à Bernard Cassen, dans le cadre des événements du Forum social mondial de 2008 à Paris.

observateurs du mouvement, tel Eddy Fougier, parlent d'« essoufflement », mot qui revient le plus souvent selon lui, lorsqu'on évoque le mouvement².

Qu'on soit d'accord ou non avec cette remise en cause, il faut admettre qu'il existe bel et bien un malaise au sein de l'altermondialisme. Les raisons en sont forcément complexes et diverses. Et le malaise en question ne doit pas être vu comme un effet nécessairement négatif et dont les répercussions seront néfastes. Sans aucun doute, le monde a déjà beaucoup changé depuis la naissance du mouvement, et ces transformations nécessitent une inévitable adaptation. Ces changements ont d'ailleurs été anticipés avec une rare perspicacité par les penseurs de l'altermondialisme, quoique la justesse de leurs vues ne leur ait pas donné la recette miracle pour réagir aux crises annoncées.

Une courte histoire de l'altermondialisme nous permet de retracer un lien constant et systématique entre lui et les grandes institutions internationales au service de l'idéologie néolibérale. Aujourd'hui, ces institutions sont gravement remises en cause et sont victimes de crises encore plus fortes que celle qui affecterait leurs opposants. Ainsi, serait-il pertinent de dire que l'altermondialisme reste viscéralement lié à ces institutions et que la déliquescence de ces dernières produit nécessairement des effets sur ceux qui les combattent? Certes, il ne faut pas réduire l'altermondialisme à une simple force d'opposition. Mais il convient d'examiner comment l'évolution de ce mouvement a été marquée par une lutte parfois intense contre ces organisations puissantes que

2. « Où en est le mouvement altermondialiste? Réflexion sur l'essoufflement »,
3 mars 2008 (www.laviedesidees.fr)

sont, par exemple, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'organisation de la réaction

Il reste difficile de déterminer avec certitude le moment de la naissance du mouvement altermondialiste, entre la lutte contre l'endettement du Tiers Monde dans les années 1980, la bataille menée par les zapatistes au Mexique au lendemain de la signature de l'ALÉNA, la mise en échec de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) à la fin des années 1990 et les spectaculaires manifestations lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle en 1999.

Ce dernier événement cependant a sans doute été le plus médiatisé. Le projet d'ouverture totale des marchés, qui faisait consensus chez les puissants, s'est heurté à une résistance inattendue de manifestants venus de partout. La rencontre de Seattle a permis de situer clairement les enjeux, qui se retrouveront, à peu de nuances près, dans les batailles qui suivront. Ceux-ci opposaient d'une part des élus, des fonctionnaires et des représentants du milieu des affaires, qui proposaient de gigantesques plans de libéralisation, à des manifestants qualifiés d'abord de militants « antimondialisation », préoccupés par les effets néfastes de ces libéralisations sur les populations et l'environnement. À Seattle, toujours, a été établie une forme de cérémonial qui s'est reproduit lors des grandes rencontres internationales d'organisations ou de regroupements de pays dont l'ordre du jour était dicté par la mise en place de réformes ultralibérales : grande marche pacifique regroupant des dizaines de milliers de personnes, manifestations violentes durement réprimées, violence policière, vandalisme, traitement sensationnaliste des événements par les médias. Ces affrontements entre deux partis clairement

antagonistes, avec le même type d'action et de répression, se sont reproduits à Washington, à Nice, à Prague, à Göteborg, à Québec, jusqu'à un paroxysme à Gênes, entraînant une répression plus violente que jamais et causant la mort d'un manifestant. Cela dura jusqu'à ce que les événements du 11-Septembre viennent mettre brutalement fin à cette escalade.

La création des forums sociaux a permis de prendre la relève, par l'organisation d'événements pacifiques permettant d'élaborer une réflexion plus large sur la mondialisation et de favoriser de nouvelles alliances, dans le but de mettre en œuvre des actions à plus long terme. La création de ces forums, plus particulièrement celle du Forum social mondial, relève pourtant elle aussi d'une réaction face à l'une des principales institutions du néolibéralisme, le Forum économique mondial de Davos³. Alors que le Forum économique se situait en haute montagne, dans une station touristique ultra-chic, inaccessible, au cœur d'un très riche pays du Nord, la Suisse, prospère paradis fiscal, et qu'il limitait ses invités à une élite puissante et fortunée, le Forum social se déroulait au centre d'une grande ville qui inventait une nouvelle forme de démocratie participative, au Brésil, dans un pays du Sud victime des plans d'ajustement structurel et divisé par de grandes inégalités sociales ; ce forum ouvrait ses portes à qui voulait partager les idées audacieuses qui circuleraient en abondance. Entre la chose et son contraire, le blanc et le métissé, l'hyper-organisé et le joyeusement anarchique, une antinomie fondamentale séparait les deux forums pourtant désormais liés l'un à l'autre.

3. Dans son livre *Tout a commencé à Porto Alegre* (Paris, Éditions Mille et une nuits, 2003), Bernard Cassen rappelle cette volonté initiale des organisateurs des premiers forums sociaux de créer un « contre-Davos ».

Tout aussi ciblées, de grandes campagnes internationales ont été lancées par le mouvement altermondialiste : celle qui combattait l'accord multinational sur l'investissement (AMI)⁴, entente permettant aux grandes compagnies multinationales de poursuivre les gouvernements qui mettraient des obstacles à leur expansion ; celle qui s'opposait à la guerre en Irak, rassemblant des millions de personnes partout dans le monde, la plus spectaculaire, la plus réussie, même si elle n'est pas parvenue à empêcher l'invasion américaine ; celle qui voulait contrer la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), qui a grandement contribué à faire échouer le projet ; celle, enfin, qui refusait l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'OMC, qui a rassemblé des centaines de villes, communes, régions contre cet ambitieux projet de libéralisation de tous les services, tout cela sans compter les attaques répétées contre le FMI et la Banque mondiale, responsables d'avoir détruit des États en établissant des plans d'ajustement structurel et en forçant les pays à rembourser leur dette plutôt qu'à prendre en charge la survie de leurs citoyens et citoyennes.

Crises à la chaîne

En quelques années, le monde s'est transformé à un point tel que les jeux d'opposition entre l'altermondialisme et les défenseurs du néolibéralisme se sont beaucoup complexifiés. L'une après l'autre, les principales cibles du mouvement altermondialiste se sont effondrées. Le FMI et la Banque mondiale connaissent des difficultés majeures, alors que les pays cessent d'avoir recours à leur financement. Ils ont dû constater que leurs plans d'ajustement structurel ont été catastrophiques et sont en quête d'une nouvelle vocation depuis que les pays auxquels ils

4. Datant d'avant la création du Forum social mondial.

ont grandement nuï leur tournent le dos. L'OMC cherche en vain à conclure le cycle de Doha, car elle fait face à l'intransigeance et aux contradictions des pays les plus riches qui soutiennent leurs propres économies à coups de subventions tout en exigeant l'ouverture des frontières des pays les plus pauvres. Cet échec vient surtout révéler les travers du soi-disant « libre-échange », qui protège féroce ment les firmes multinationales et enfonce les pays pauvres dans la misère. Le G8, l'une des principales cibles des altermondialistes, qui le considère comme illégitime, ne parvient plus à se justifier en tant que club sélect : le critère selon lequel il faut appartenir aux « pays les plus industrialisés » ne tient plus, avec la montée en puissance de pays tels la Chine, l'Inde, le Brésil (mais aussi l'Espagne, la Corée, sans oublier l'Australie... jusqu'où doit-on s'arrêter?), alors que chute désastreusement l'Italie. D'autant plus que la grande prouesse de ce groupe élitiste est d'avoir, d'une année à l'autre, lancé des promesses qui n'ont pas été tenues.

Ces grandes organisations, mises en place pour promouvoir, accroître et outiller la mondialisation néolibérale, n'arrivent donc plus à exercer leur rôle. La mondialisation sera aussi enrayée par ses propres abus, conformément à ce qu'avaient annoncé les porte-parole du mouvement altermondialiste, qu'on traitait pourtant de prophètes de malheur. Le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources naturelles, particulièrement du pétrole, obligent à repenser largement l'économie et le commerce international. L'augmentation des coûts des transports rendent moins propices les délocalisations, qui ne sont plus aussi rentables à mesure que le pétrole devient plus cher. La croissance sans limites, favorisée par la consommation extrême et le gaspillage, se heurte aux capacités limitées de notre planète et à la nécessité de stopper la destruction de l'environnement.

Le système financier en est venu quant à lui à se mordre la queue. À force de vouloir constamment n'en faire qu'à leur tête, de craindre comme la peste les réglementations, les élites des affaires ne sont parvenues qu'à provoquer des crises, dont la plus flagrante est celle des *subprimes* aux États-Unis, dans laquelle sont impliquées les plus grandes institutions financières. Il faut aussi mentionner les crises alimentaire et pétrolière, qui ont été accentuées par une spéculation honneuse et dont l'immoralité semble plus évidente que jamais.

Des réactions contradictoires

Ces crises laissent un goût amer à tous ceux qui en sont victimes, forcément. Elles déclenchent chez les dirigeants les réactions les plus contradictoires. D'une part, on prend acte des échecs qui s'accumulent. L'écologie commence à devenir un enjeu majeur dans les campagnes électorales. L'existence du réchauffement climatique est de plus en plus admise, même par certains groupes auparavant réfractaires à la reconnaître, comme les républicains aux États-Unis. Certains scientifiques cherchent à alerter les élus afin de les préparer à envisager un monde sans pétrole. Dans les milieux financiers, le mot « réglementation » ne semble plus tabou pour certains, et plusieurs spécialistes ne voient que l'établissement de règles plus sévères pour mettre fin aux présentes dérives. Le principe sacro-saint du libre-échange est remis en question, tant par les démocrates aux États-Unis que par le ministre du commerce indien Kamal Nath, par exemple, qui, inquiet devant l'idée d'ouvrir les marchés dans le secteur de l'agriculture, a déclaré lors des dernières négociations à l'OMC : « Je ne veux pas mettre en danger la sécurité alimentaire de millions de paysans »⁵. Lors de la dernière Conférence de Montréal,

5. Cité dans *Libération*, 30 juillet 2008.

réunissant les élites mondiales de la finance, les interventions laissaient davantage place au doute et à l'interrogation qu'à la réaffirmation péremptoire du dogme⁶.

Mais d'autre part, on peut désespérer de la capacité des gens d'affaires, des gouvernements (et de ceux qui les élisent) de tirer une leçon des catastrophes. Malgré de beaux discours, la lenteur avec laquelle on met sur pied des mesures qui protégeraient vraiment l'environnement reste désespérante pour nombre d'écologistes. Les réactions face à l'épuisement des ressources, plus particulièrement du pétrole, sont extrêmement limitées. Comme le dit Normand Mousseau, auteur d'*Au bout du pétrole*, « À part la Suède, aucun pays ne se prépare sérieusement à un monde où les combustibles fossiles se feront rares. »⁷ Aucune mesure ferme n'a été prise pour contrer les crises telle celle des *subprimes*, ou la spéculation sur le pétrole et les aliments. D'une façon générale, peu importe l'ampleur du problème, la force d'inertie et la crainte de briser l'interdit de réglementer dans l'intérêt commun semblent l'emporter.

L'une des plus importantes revendications du mouvement altermondialiste a été d'encourager les États à prendre leurs responsabilités en protégeant les citoyens et les citoyennes par des lois efficaces au profit de la majorité, en distribuant la richesse et en offrant de bons services publics. Nous avons déjà parlé de la pusillanimité de nos élus lorsqu'il s'agit de réglementer efficacement. La concurrence fiscale entre les États et le développement des paradis fiscaux rendent de plus en plus difficile la distribution de la richesse

6. Pour prendre connaissance du programme de cette rencontre, consulter le site www.conferencedemontreal.com.

7. Éditions MultiMonde, 2008, p. 142.

et permettent à quelques individus et aux grandes compagnies d'échapper à l'impôt et d'accumuler des revenus farmineux. Les diverses crises qui se sont produites ne semblent en rien une raison pour modifier la situation. Le sous-financement des États rend difficiles les contrôles : nombre de crimes financiers, d'atteintes à l'environnement ou aux droits de la personne restent impunis, si bien que pour les grandes entreprises, la délinquance devient payante. La marche vers la privatisation est désormais inévitable, d'autant plus que les États ne se donnent plus les moyens de financer adéquatement les services publics. Ces privatisations se font à haute échelle, dans tous les pays occidentaux, sournoisement, progressivement, de façon inéluctable, sans consultation de la population, et sont consolidées par des accords commerciaux bilatéraux qui se multiplient et se complexifient, au point de former une insaisissable nébuleuse.

Choisir la bonne voie

Devant tous ces changements, il devient de plus en plus difficile pour le mouvement altermondialiste de s'organiser. L'adversaire n'est plus aussi visible et clairement identifiable qu'auparavant. Désarçonné, devenu vulnérable par ses cuisants échecs, cet adversaire ne sait plus comment réagir, avoue parfois ses erreurs, mais ne parvient en vérité qu'à appliquer les seules solutions apprises, toujours les mêmes, celles qui ont mené à des désastres, mais qu'on continue à présenter comme les seules valables, parce qu'on n'en connaît pas d'autres (mais aussi parce que ces solutions continuent à enrichir les élites). Le discours des puissants est désormais plus complexe, plus paradoxal, la mondialisation ne s'appuie plus sur de grandes institutions qui appliquent fermement la doctrine, et ceux qui la défendaient osent parfois énoncer de nouvelles vérités, aussitôt contredites par des actions qui se rabattent sur de vieilles certitudes.

Le combat contre les grandes institutions internationales se ramenait à des questions de principes, telles la lutte contre la pauvreté, la marchandisation du monde et les atteintes à l'environnement. Mais ces luttes deviennent plus confuses lorsque toutes prétendent arriver aux mêmes objectifs, mais par des moyens radicalement différents. Les problèmes auxquels nous faisons face semblent de plus en plus difficiles à décortiquer, qu'il s'agisse des différents types de pollution ou du déploiement de produits toxiques, d'accords bilatéraux, toujours plus nombreux, tortueux labyrinthes juridiques, ou de produits financiers particulièrement compliqués, dont les montages sont de purs embrouillaminis. Ce qui mène à de véritables batailles de spécialistes. Les experts reliés au milieu des affaires, qui ont mis en place ces diverses inventions, ont intérêt à garder leurs trouvailles incompréhensibles pour le commun des mortels. Ceux du mouvement altermondialiste ont développé une grande compétence dans des domaines extrêmement spécialisés et réussissent à formuler d'efficaces répliques. Ces luttes de savants restent cependant démobilisatrices pour nombre de militants altermondialistes qui peinent à suivre et qui voient les principes auxquels ils tiennent disparaître sous des débats proférés dans une langue sibylline et d'une grande technicité.

Les altermondialistes n'ont pas eu le plaisir de goûter à leurs victoires, par exemple les blocages de l'AMI, de la ZLÉA, du Traité constitutionnel européen (TCE), du cycle de Doha, victoires qu'on ne peut pas fêter parce qu'elles consistent à avoir réussi à éviter le pire plutôt que de mettre en place des mesures qui assureraient plus d'équité et de justice. Les avancées dans les autres domaines sont annihilées par les victoires électorales successives d'une droite particulièrement dure et peu accommodante, au Canada, aux États-Unis, en France,

en Italie, en Russie, etc. Dans de telles circonstances, il devient difficile de garder espoir et de continuer la lutte. Cela expliquerait à mon avis beaucoup plus l'« essoufflement » du mouvement altermondialiste que les luttes internes, la mésentente quant au projet de se lancer dans la politique active ou l'absence de reconnaissance auprès des médias, comme l'ont souligné certains observateurs.

Il semble certain cependant que le mouvement, dans ses orientations générales, reste plus nécessaire que jamais. Face aux crises et aux catastrophes qui se succèdent, les hommes et les femmes d'État, de même que les autres grands décideurs, sont à la croisée des chemins : ou ils continuent d'appliquer les mêmes politiques, créant à nouveau du malheur en série, ou ils se mettent à l'écoute de ceux qui ont eu raison, qui tiennent plus que tout à défendre la justice, à protéger la biodiversité, à penser en fonction de l'avenir de l'humanité plutôt qu'en termes de profits à court terme. Il ne faut certes pas perdre espoir. Dans cette période d'incertitude qui est la nôtre, les pressions du mouvement altermondialiste, si elles restent fermes et constantes, contribueront sans aucun doute lancer ceux qui nous gouvernent dans la bonne voie.